

# Grand témoin : Entretien avec Christian Forestier

*Propos recueillis par  
Clémence Chevalier chargée  
de communication Roland  
Labregère rédacteur en chef  
Fédération des Aroéven*



Christian Forestier, Congrès de Montpellier, 2008

**Vous avez été président de la Fédération des Aroéven, recteur d'académie à un moment où les recteurs avaient une certaine mission dans le cadre de l'éducation populaire : en raison de cette expérience, c'est votre avis que nous voudrions recueillir à propos des relations entre l'éducation nationale et l'éducation populaire**

D'abord pour commencer, je dirai que parmi tout ce que j'ai réalisé, aussi bien au sein de la Foéven qu'en dehors, ce qui a été le plus marquant pour moi a été la consultation sur les rythmes scolaires. En effet, de celle-ci découle un certain nombre d'éléments.

C'était en 2011. Luc Chatel m'informe qu'il lance une consultation sur les rythmes scolaires. Il me propose de la piloter avec Odile Quintin. J'accepte même si j'étais surpris car nous n'appartenons pas à la même famille politique, mais le sujet me paraissait sensible et important. J'ai donc conduit cette mission

avec Odile Quintin. Elle a duré une année, une année durant laquelle nous avons rencontré une centaine de représentants institutionnels, d'associations, de la vie civile, des entreprises, des parents d'élèves au clergé en passant bien sûr par les associations péri-éducatives, des politiques, des maires, les présidents des conseils généraux, les moniteurs de ski, les commerçants, nous avons réellement consultés tout le monde ! Je ne sais pas qui nous n'avons pas consultés ! Ce qui me permet de dire aujourd'hui, qu'avec ma collègue Odile, nous avons compris sur cette question la vision que chacun se faisait de l'école.

Il en est résulté un rapport que, pour ma part, je trouve plutôt de bonne qualité. Pour précision, Luc Châtel avait demandé ce rapport dans le contexte de la mise en place par son prédécesseur, Darcos, de la semaine de quatre jours qui n'était pas sans poser des problèmes dans le pays.

Nous avons donc acquis une connais-

sance objective, en tout cas du moins, nous connaissions sur la question des rythmes scolaires le point de vue de toutes les catégories qui concourent de près ou de loin à l'éducation. Et la quasi-totalité des personnes rencontrées disait qu'il fallait revenir à la semaine de quatre jours et demi. Vous connaissez la suite : rien n'a été fait après ce rapport pour des raisons de courage politique (mais aussi de calendrier), puisque nous étions à un an de l'élection présidentielle de 2012. Ce n'était donc pas le moment de sortir des grenades dégoupillées.

Arrive Vincent Peillon, il me demande de mener avec trois autres personnes la concertation sur sa loi. On a ressorti à ce moment la question des rythmes scolaires.

Pourquoi je vous raconte cela ? Il y a une raison forte : c'est pour vous dire que non seulement nous n'avons pas progressé, mais nous avons désormais une école qui est de plus en plus repliée sur elle-même. C'est-à-dire que les enseignants se sont

professionnalisés. Il y a beaucoup de choses à dire sur la question de la professionnalisation des enseignants, mais ce n'est pas le sujet. Les instituteurs de Jules Ferry étaient des professionnels bien-sûr, mais ils n'étaient pas que des professionnels. Ils se sentaient investis d'une mission presque plus sociétale que

Nous avons une école qui s'est réduite de plus en plus à sa mission fondamentale. Je ne conteste pas évidemment cette mission mais, plus l'école se concentre sur ses fondamentaux, plus les enseignants font de la fonction d'enseigner l'alpha et l'oméga de leur travail, plus vous dégagez de l'espace à côté.

l'école pour les adultes. Les rythmes scolaires hebdomadaires ou annuels sont faits pour les adultes. Le constat est un peu sévère mais c'est pour dire qu'on a une organisation du temps et de l'espace de nos enfants en France extrêmement bétonnée. Toutefois, on ne peut pas considérer que le temps ait érodé ce que pourrait

souffrance pour une part d'entre eux et parce qu'il n'y a plus de militance pour questionner et accompagner les évolutions de leur métier.

Pour que l'éducation populaire, c'est la deuxième raison que je voudrais évoquer, non seulement vive mais se développe, il faut deux choses :



il faut qu'il y ait une demande des familles et des élèves et il faut qu'il y ait des bras et des têtes pour le faire. Aujourd'hui les deux conditions sont mal réunies.

Enfin, il faut quand même s'arrêter sur le fait que nous sommes entrés dans une époque de repli sur soi, y compris chez les membres des associations d'éducation populaire. Je ne parle pas de la question du bénévolat mais de celle du militantisme. S'ajoute à cela le fait que les

jeunes semblent malgré tout trouver de quoi s'occuper à l'extérieur de l'école. La nature a horreur du vide. Les familles ont pris en charge de manière générale les loisirs de leurs enfants. Nous sommes donc en droit de nous demander s'il y a une réelle demande d'accompagnement des familles dans et hors l'école par des associations d'éducation populaire ? Je n'en suis pas certain.

Si l'on prend l'exemple des vacances, on s'aperçoit que l'on se débrouille également en famille. Donc globalement, une absence de demande de la part des familles s'allie à une absence de militantisme pour expliquer la situation présente.

### **Pourtant le périscolaire fonctionne bien aujourd'hui ?**

Attendez, qu'est-ce qui fonctionne bien ? Le périscolaire fonctionne plutôt correctement, mais nous devons nous poser la question : «A partir de quelle offre ?» La question centrale est le temps scolaire ! Quand on revient à quatre jours, en deux fois deux jours, le temps de prise en charge par les communes est fortement réduit. En conséquence, les communes n'ont pas reportées sur la demi-journée restant leur proposition de prise en charge éducative. Pour les communes, l'école sur quatre jours, c'est de l'argent économisé. C'est la raison pour laquelle je

## *Enfin, il faut quand même s'arrêter sur le fait que nous sommes entrés dans une époque de repli sur soi, y compris chez les membres des associations d'éducation populaire.*

de service public. Aujourd'hui indéniablement, c'est un fait, nous avons une armée de métier. On a des enseignants de métier et c'est pour cela que j'entre dans le débat par la question du temps scolaire parce que je trouve que cela met en évidence tout le reste.

A partir du moment où vous réfléchissez sur le temps scolaire, au cœur du débat, il y a la question centrale de l'apprentissage ou si vous voulez des apprentissages. Ce que je nomme de façon un peu provocatrice, le temps d'exposition à l'enseignant. Pendant combien d'heures l'élève est exposé à l'enseignant et vice et versa ? Ce temps a plutôt tendance à se réduire depuis plusieurs années, pour de bonnes et de mauvaises raisons.

Or, on s'aperçoit que ce qui se passe en dehors de la classe pour un élève est largement aussi important que ce qui se passe dans la classe. A l'arrivée, cela pèsera aussi lourd dans la trajectoire de l'enfant. C'est ce temps en dehors de la classe qui a tendance aujourd'hui à grossir. La semaine des quatre jours et demi n'a pas été jusqu'à présent efficiente parce qu'elle demandait un engagement des collectivités territoriales. Et pourtant en amont, l'accord de l'Association des maires de France et des départements de France avait eu lieu. Les maires et les conseils départementaux étaient d'accord pour le retour à la semaine de quatre jours et demi et pour prendre leur part dans le temps scolaire en dehors de la classe. Tout ça pour dire qu'aujourd'hui, on fait

apporter l'éducation populaire.

### **Cette professionnalisation des enseignants, devrait au contraire donner un second souffle aux fédérations d'éducation populaire à la fois dans le milieu scolaire et à l'extérieur pour en compenser les effets que vous décrivez très justement. Ce n'est pas cela qui se passe ?**

En effet, ce n'est pas cela qui se passe et c'est la question ! A mon avis, il faudrait une approche plus sociologique que la mienne. En tout cas, pour ma part, je vois plusieurs raisons à cette distorsion.

La première raison, c'est que les enseignants ont tendance à se replier sur eux-mêmes, parce qu'ils sont en

dis que cela produit une école faite pour les adultes. Les communes sont gagnantes. Les parents majoritairement sont très contents de cette formule.

On le voit bien par exemple, quand le débat est lancé à la télévision et que l'on interroge des chronobiologistes. Ces derniers nous disent que le rythme idéal pour un enfant, c'est la semaine de quatre jours et demi, mais non pas avec le mercredi matin travaillé, mais avec le samedi matin travaillé, comme se fût d'ailleurs le cas à une époque. Remettre les enfants à l'école le samedi matin, on y arrivera plus jamais, les adultes ne veulent pas.

Donc à la fois, si je résume mon propos, il y a un besoin qui est indéniabla, parce que si nous ne prenons pas en charge le temps périscolaire, c'est la télévision qui s'en charge. Une des auditions qui m'a le plus troublé dans la commission sur les rythmes scolaires, c'est celle avec Françoise Laborde, directrice du CSA. Ces propos étaient assez effrayants. Alors, aujourd'hui si nous faisons la même étude, nous nous apercevrons sans doute que ce n'est plus tellement la télévision qui prend le relais du périscolaire, mais les écrans ce qui revient sensiblement au même. Françoise Laborde nous a rapporté deux choses : la question du temps passé devant l'écran, à des moments

que je ne soupçonnais pas. Je n'avais pas idée du nombre d'enfants de l'école primaire qui sont devant la télévision le soir, à 22 heures, c'est impressionnant. Là-dessus on pourrait se dire que regarder la télévision à 22 heures, ce n'est pas le périscolaire qui va agir dessus, c'est plus un problème des familles. Deuxièmement, ce qui m'a également marqué dans cette audition, c'est la connaissance des contenus proposés entre de 17 à 19 heures par la télévision. Au sein de cette tranche horaire se véhiculent toutes les bassesses de la société à commencer par la marchandisation des personnes, la violence verbale, la mauvaise considération des femmes...

**Il y a pour vous une sorte de démission des familles. Il y a l'Etat qui, par la télévision, propose des contenus qui ne sont absolument pas pédagogiques... c'est assez désespérant, dites-vous. Que va-t-il rester au projet éducatif des associations d'éducation populaire notamment, le développement citoyen ? Quel est alors l'avenir de l'éducation populaire dans ce cadre là ?**

Cela dépend dans quelle catégorie vous vous placez : si vous êtes un optimiste ou un pessimiste. Si vous êtes plutôt un optimiste, il ne faut pas baisser les bras. Vous pouvez également vous demander est-ce

que c'était si facile que cela il y 30 ou 40 ans ? Si vous êtes pessimiste, vous vous dites que oui, c'est désespérant. Pour ma part, je ne suis pas rassuré. Si vous me demandez « est-ce que j'ai confiance dans l'évolution de l'école ? », parce que c'est quand même l'engagement de ma vie, ma confiance est limitée.

Donc baisse de la confiance dans l'école de la part des familles et en parallèle l'éducation populaire qui piétine ...

Ce que je crains et ce que personne n'ose dire à voix haute, c'est la chose suivante. Vous savez qu'il y a des pays qui ont fait l'impasse sur l'école. Les Etats-Unis ont fait l'impasse sur l'école. Ils ont un système scolaire inégalitaire et des établissements publics de mauvaise qualité. Là, l'école française est à la croisée des chemins. On est passé de l'idée que l'on avait l'école la meilleure du monde à l'idée que l'école française la plus mauvaise. Notre école est en dérivé négatif. S'il vous reste quelques notions de mathématiques, vous savez que la dérivée d'une fonction donne le sens de son évolution. Si la dérivée est positive, c'est que la fonction croît, si la dérivée est négative, c'est qu'elle décroît. J'ai pris personnellement conscience que l'école était en dérivée négative au travers de PISA. Ce n'est pas l'alpha et l'oméga, PISA, mais ce Programme international pour

le suivi des acquis des élèves, donne néanmoins des informations de grande importance qu'il faut savoir décrypter.

PISA a lieu tous les trois ans. Ce programme teste les élèves d'un pays sur la lecture dans la langue maternelle, la maîtrise du calcul et les connaissances dans le champ de la culture scientifique. Voilà les trois champs qui sont testés chez les jeunes de 15 ans dans les pays appartenant à PISA (aujourd'hui une centaine). A chaque fois, il y a une majeure et les deux autres champs sont les mineures. La majeure change tous les trois ans. Par exemple, si c'est la lecture telle année qui est la majeure, les mineures sont le calcul et la culture scientifique. Et tous les neuf, ans le cycle se reproduit et là on peut faire des comparaisons d'intervalle dans chaque pays. Entre 2000 et 2009, il a donc été possible de comparer la maîtrise de la lecture dans la langue maternelle. Entre 2003 et 2012, des constats sur la maîtrise du calcul ont pu aussi être réalisés. Et enfin, entre 2006 et 2015, idem sur la maîtrise de la culture scientifique. Dans les trois cas, on est passé de 15% d'élèves en grande difficulté à 20%. Et contrairement à ce qu'on pourrait penser, cela ne fait pas 5% d'augmentation, mais 33% d'augmentation d'une classe d'âge. On a donc bien une école qui est en dérivée négative.

PISA a également révélé, que contrairement à ce que l'on a longtemps pensé, c'était l'école primaire qui était responsable du processus de régression des apprentissages. Le collège ne fabrique pas l'échec scolaire, on peut lui reprocher de ne pas le corriger, mais il ne rajoute pas de l'échec à l'échec. Les élèves qui sont en échec scolaire à 15 ans l'étaient déjà à l'école primaire. On le sait, mais pour l'heure, bien que le quinquennat de François Hollande ait mis l'accent sur l'école primaire, aucune amélioration ne semble avoir lieu.

On est à la croisée des chemins. Soit nous sommes capables d'arrêter cette augmentation de l'échec scolaire... et il faudrait être capable d'arrêter la décroissance et de ramener l'échec scolaire à 10%. Soit on ne le fait pas, et il se passera la même chose que dans d'autres pays occidentaux. Les familles favorisées s'orienteront vers le privé pour avoir un enseignement de meilleure qualité et on mettra le paquet sur l'enseignement supérieur. Le modèle existe : ces sont les Etats-Unis !

**Vous avez été recteur, vous avez présidé l'Aroéven de Créteil. L'ancien recteur que vous-êtes qui avait la main sur l'éducation populaire, que dirait-il de cette dernière qui joue aujourd'hui moins qu'hier son rôle de complémentarité de l'école ?**



L'Etat s'est désengagé administrativement. L'Etat s'est désengagé de l'éducation populaire et du péri-éducatif depuis Monory. Au-delà du désengagement financier, le désengagement politique a suivi. Les Aroéven et la Foéven étaient en quelque sorte le dernier bastion. Pendant longtemps, les statuts des Aroéven et de la Foéven désignaient les recteurs d'académie comme les présidents des associations. Moi, je regrette la situation d'aujourd'hui, cependant il me semble qu'elle est irréversible. Il y a quand même dans le pays une prise de conscience globalement insuffisante vis-à-vis des collectivités territoriales. Peut-être à cause de notre système centralisé. Les pays qui ont vraiment décentralisé, comme les pays d'Europe du Nord, ont développé l'école main dans la main avec les collectivités territoriales. L'Etat a un rôle très faible. Au Canada, c'est pareil. Je rappelle qu'au Canada il n'existe pas de ministre de l'éducation nationale, c'est chaque province qui a un ministre dédié. Et je pense que dans ces pays les collectivités par la force des choses sont plus impliquées.

Pour l'anecdote, lors du premier mandat de François Mitterrand, son ministre de l'éducation, Alain Savary, crée les ZEP. C'est-à-dire que pour la première fois en France, on installe une politique centrée sur l'idée que c'est la différenciation de résul-

tats qui créera l'égalité de résultat. Et cela dans un pays qui avait la conviction que c'était l'égalité de traitement qui créait l'égalité de résultat. Pour la première fois, on casse le modèle à contretemps. Les ZEP se sont faites au forceps. C'était une rupture d'égalité. Et si on considère le texte fondamental, un territoire, pour être déclaré ZEP, devait remplir trois conditions. Première condition, il fallait qu'il y ait une concentration d'échec scolaire anormal dans un établissement. Deuxième condition, il fallait qu'il y ait un projet éducatif dans la zone, comme la zone allait avoir des moyens supplémentaires, il fallait qu'elle dise ce qu'elle allait faire de ces moyens et qu'elle se justifie au travers d'un projet éducatif. Troisième condition, il fallait qu'il y ait un engagement de l'écosystème de l'école, c'est-à-dire des collectivités territoriales, les mouvements éducatifs. Les Aroéven à l'époque ont été fortement sollicités et se sont mobilisés. Si ces trois conditions n'étaient pas réunies, les recteurs ne formaient pas de ZEP. Le temps passe, et en 1988, je suis recteur à l'académie de Créteil. Académie la plus difficile de France et vous n'allez pas me croire, en 1988, le département de France qui avait le pourcentage d'élèves en ZEP le plus faible, c'est la Seine-Saint-Denis !

### Comment expliquer cela ?

Voilà une bonne question ! Qui est au pouvoir dans ce département ? Le Parti communiste. Le Parti communiste a une ligne de conduite bien claire : pour l'Etat la ZEP apparaît comme du transfert de charge. Le département n'a pas à se substituer à l'Etat, c'est à l'Etat de faire. Et



Christian Forestier, 3<sup>ème</sup> en partant de la gauche, années 90.

donc comme il n'y avait pas d'engagement des collectivités territoriales, il ne pouvait avoir de ZEP. Jospin a abandonné la doctrine et on classe désormais en ZEP uniquement selon le premier critère, le critère éducatif. On vient d'un pays fortement jacobin !

### Aujourd'hui qu'est-ce qui fonderait philosophiquement et dans la pratique une éducation renouvelée ?

Je ne suis pas certain que le discours de l'éducation populaire soit obsolète. La philosophie de l'éducation

populaire n'est pas obsolète. Les valeurs qu'elle porte existent bel et bien, mais elles sont moins visibles peut-être parce qu'elles sont moins portées à l'intérieur. La frontière n'existait pratiquement pas entre le monde de l'école et la vie civile, cela remontait aux hussards de la Répu-

lique. Le périscolaire s'est aussi professionnalisé. L'éducation populaire, aussi, s'est professionnalisée, elle n'avait pas le choix, c'était l'air du temps. L'Etat ne semble pas décidé à en faire plus, les belles heures de l'éducation sont derrière nous. Les autres sources de financement je ne sais pas ce qu'elles sont ?

### Qui va prendre la place de l'Etat ?

Dans la logique capitaliste ce sont les entreprises ! Si vous pensez comme moi que le communisme a échoué, que la sociale démocratie est en mauvais état, il y a des raisons de

ne pas être rassuré. Sauf à imaginer qu'un autre modèle va émerger, ce qui est possible, ce que j'espère d'ailleurs. Il y a quelques années, pour l'anecdote, on avait interrogé les Européens sur cette affirmation « la concurrence libre et non faussée est le meilleur modèle qui soit » et la

France sortait dernière. C'était il y a 10 ans et c'était le pays où la phrase avait le moins d'adhésion. J'aurais tendance à dire qu'aujourd'hui la concurrence libre et non faussée, c'est le moins mauvais système, je veux bien le concéder, mais je ne dirai jamais que c'est le meilleur des systèmes. Donc, il faut trouver ce modèle, qui va remplacer celui qui est devenu le modèle planétaire : concurrence libre et non faussée, sans retomber sur des modèles qui ont échoué.

### Est-ce qu'il n'y a pas là le défi même de l'éducation populaire, c'est-à-

### dire inventer avec l'air du temps, parce que l'éducation populaire a toujours été compensatoire ?

Si on ne met pas fin aux processus qui sont enclenchés depuis plusieurs années, je le redis on va faire un système d'éducation libéral à l'américaine, dans lequel il y a une éducation populaire payante ! J'ai beaucoup voyagé et j'ai été invité par le ministre de l'éducation coréen. Et quand j'étais en Corée, il venait de mettre en place une loi pour interdire toute activité scolaire ou périscolaire à partir de 23 heures. Les familles mettaient les enfants dans des cours privés jusqu'à minuit, une heure du matin. L'école pour les familles coréennes est le premier des investissements.

Il y a une chose que l'on ne va pas changer, c'est que les journées font 24 heures et qu'un enfant a besoin d'activités. A partir de là, une question qui s'impose : comment prend-on la main sur le temps ? Une chose qui m'étonne le plus, c'est l'attitude des familles par rapport au temps scolaire. Aujourd'hui, les familles peuvent d'elles-mêmes dispenser leurs enfants d'école. On revient à la question de l'abaissement des valeurs. Il n'y a plus d'organisation. J'ai grandi à une époque où les milieux modestes étaient pris en charge par les partis politiques, les syndicats.

### Dans le contexte que vous décrivez, quel est le champ d'action que

### devrait favoriser une association d'éducation populaire comme la nôtre ?

Il me semble que la priorité, ce sont les zones de grandes fractures quitte à faire l'impasse sur le reste. En se disant qu'à lui tout seul, l'Etat n'y arrivera pas. Aujourd'hui, je pense qu'un mouvement comme le vôtre devra sa survie à sa capacité à rassembler. Agréger autour de lui des forces alliées et compatibles, comparables et complémentaires. Et puis, il y a une pression à exercer sur les collectivités territoriales. Il faut travailler avec les politiques. Entre les experts qui sont de plus en plus présents dans notre société et le peuple qui peut faire le lien ? Se sont bien les politiques ! Du moins, c'est leur rôle. Le paysage politique aujourd'hui est d'une telle complexité. On est véritablement devant un précipice aujourd'hui.

Il y a quelque chose qui me trotte dans la tête depuis quelques temps. Par ma vie professionnelle, j'ai joué un rôle dans la massification de l'enseignement et dans la course à la qualification. 80 % d'une génération au baccalauréat, je me sens mouillé là-dedans jusqu'au cou. J'étais convaincu que plus on faisait évoluer le niveau d'enseignement de la majorité des individus du pays, plus on éloignerait le danger des théories extrémistes. De ce point vu là, je me suis complètement trompé. Cela a

été un combat, je vais partie de cette génération qui s'est trompée puisque que cela ne fonctionne pas. Et je le vis très mal. J'y ai cru dur comme fer, j'ai participé à la création du bac professionnel. Le résultat n'est pas brillant.

### Le rapport de Jean-Paul Delahaye est plutôt pertinent sur cette fracture-là ?

Oui, Jean-Paul Delahaye avec son rapport, et d'autres aussi, se sont donnés les moyens pour observer le système. Dans tous les pays, il y a une corrélation entre la réussite scolaire et le niveau social des familles. En France, la fracture est importante. Si on revient à nos 20% d'échecs lourds, c'est tous des enfants issus de milieux défavorisés économiquement. Et donc, c'est là que devrait être le terrain de jeu unique d'une politique éducative aujourd'hui. On devrait être obsédé par le sort des 20 %. Les autres à la limite, on a encore un bon système pour les 80 %, mais il n'est pas bon pour 20%. Et ces 20 % ne s'expriment pas, et cela peut être difficile pour l'éducation populaire parce qu'ils ne sont pas aisément identifiables. Il y a certainement une réflexion à avoir également sur la manière dont on peut associer les parents de ces enfants. Il y a nécessité d'associer les familles qui parfois peuvent être en demande parce qu'elles sont pour certaines également en difficulté.

### A un recteur débutant qui serait amené à être en relation avec une fédération d'éducation populaire, qu'est-ce que vous lui diriez ?

Nous sommes en train de professionnaliser encore plus les recteurs. On va haut-fonctionnariser les recteurs. Il y a en France aujourd'hui des hauts fonctionnaires très compétents, mais ils ne sont pas militants. Je suis pour ma part fier d'être un recteur de 1981. Notre rôle n'était pas de gérer l'école. On n'a pas été choisi pour notre capacité à gérer le système. On a été choisi pour notre capacité à entraîner, à modifier, à écouter, à innover. Et je pense que c'est cela que l'on doit attendre d'un cadre de l'éducation aujourd'hui, sa capacité à entraîner plus que sa capacité à gérer. Aujourd'hui, on demande d'abord au recteur de gérer. Et ce discours que je tiens à propos des recteurs, je peux aussi le tenir pour les chefs d'établissement. C'est aussi ce qui a été fait dans le champ de la santé où le premier critère est devenu le coût, l'intérêt du malade ne prime plus sur l'aspect financier et ce serait dommage que l'éducation en arrive aussi à ce point.

### Pour conclure une note d'espoir ? Ou de pessimisme ?

Une note d'espoir basée sur le fait qu'il n'y ait pas d'alternative. Je ne dis pas cela par langue de bois. Soit il y a un ressaisissement de tout l'écosys-

tème de l'école. L'école ne rebondira que dans un projet collectif. Soit il y a un sursaut collectif de tous les acteurs de la communauté éducative soit ce sursaut n'a pas lieu et c'est l'américanisation assuré. C'est-à-dire privatisation de l'ensemble du système scolaire. Si aujourd'hui en France, il n'y a que 20 % d'établissements privés, ce n'est pas en raison du marché, ce n'est pas lui qui régule ici, c'est l'Etat, c'est en raison d'une contrainte imposée par l'Etat. En 1984, le poids des établissements privés en France a été fixé à 20 %. L'enseignement privé reçoit 20% des crédits et l'enseignement public 80%. Depuis, plus personne n'a osé toucher à cela parce c'est de la dynamite. Mais cela n'est pas une loi, n'importe quel gouvernement peut changer cela.

### Il n'y a pas de scénario pour l'éducation populaire ? C'est au gré du vent ?

Si, c'est se rapprocher de l'école, des familles, et convaincre les collectivités territoriales de s'emparer du dossier. ■